



# le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 136 - 20 décembre 1984

PRIX : 2 Frs

## AFRIQUE DU SUD

### LE COMBAT DE DESMOND TUTU

### N'EST PAS CELUI DES NOIRS

### PAUVRES

SOMMAIRE

AU

VERSO



# SOMMAIRE

# éditorial

## AFRIQUE DU SUD : LE COMBAT DE DESMOND TUTU N'EST PAS CELUI DES NOIRS PAUVRES

Page 2

- Editorial

Page 3

- MAURITANIE: règlements de compte entre galonnés

Page 4

- MALI: malgré les promesses, les prix ont grimpé

Page 5

- COTE D'IVOIRE: les militaires s'entraînent à la répression

Page 6/7

- TCHAD: les palabres de Mitterrand

- La communauté tchadienne se mobilise contre la répression au Tchad

Page 7/8/9

- Bujumbura: de sommet en sommet, la domination impérialiste

Page 10/11

- NOUVELLE-CALEDONIE: le colonialisme français n'est pas mort

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

### A B O N N E M E N T S

France : 1 an

- pli ouvert : 24 F

- pli fermé : 48 F

Etranger : écrire au journal

### A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER

pour le P A T

B P 42

92114 CLICHY-CEDEX

\*\*\*    \*\*\*    \*\*\*    \*\*\*

Pour bien de travailleurs africains ici dans l'immigration, même parmi ceux qui n'ont jamais suivi de près ce qui se passe en Afrique du Sud, la nomination d'un Noir sud-Africain au Prix Nobel de la Paix est apparue comme une sorte de réconfort; le réconfort de voir un Noir apparaître à la télévision, être entouré par tous les grands de ce monde, pouvoir dénoncer à une grande échelle, l'apartheid alors même que le régime de Pretoria réprimait des manifestations à Soweto ou des grèves dans les mines.

Eh bien oui, un Noir sud-Africain évêque de son état, a reçu la médaille des mains du roi de Suède. Le président américain Ronald Reagan lui-même a consenti non seulement de recevoir Desmond Tutu, mais a discuté avec lui de la question raciale en Afrique du Sud. Et les télévisions du monde entier ont reproduit l'image de cet homme chantant des cantiques au milieu des siens, y compris dans les quartiers pauvres, et pronant la prière et la non-violence pour mettre fin à l'apartheid.

Mais il n'y a rien de réjouissant dans ce spectacle pour aucun travailleur africain et surtout pas pour un travailleur d'Afrique du Sud. Car si de Reagan au roi de Suède, les grands de ce monde se sont arraché cet évêque noir non-violent qui se présente en champion de la lutte contre l'apartheid, c'est parce qu'il est évêque et non-violent et parce que l'apartheid, peut inciter demain des dizaines, et des centaines de milliers de noirs pauvres d'Afrique du Sud à la lutte, à la lutte violente.

Le même Reagan qui appuie économiquement, politiquement et militairement le régime de l'apartheid, ne dédaigne pas d'avoir aussi un pion dans l'autre camp. On ne sait jamais, ça peut devenir un jour indispensable. Les Desmond Tutu servent aujourd'hui à propager l'idée parmi les Noirs pauvres d'Afrique du Sud que le ciel les aidera pendant que les matraques et la mitraille sont entre les mains des tenants du régime de l'apartheid. Et il est destiné surtout à servir demain, le jour où justement les Noirs pauvres auront envie d'arracher la matraque et retourner la mitraille contre ceux qui s'en servent aujourd'hui. Alors on dira aux travailleurs et aux pauvres d'Afrique du Sud que maintenant qu'ils ont vaincu le pouvoir de l'apartheid, ils peuvent rentrer chez eux. Et des gens comme Tutu pourront les représenter valablement. N'ont-ils pas été des combattants anti-apartheid de première heure ? Et alors, les mineurs d'Afrique du Sud n'auront plus qu'à retourner dans leurs mines, les ouvriers dans les usines, les paysans dans leurs misères; mais ils auront la satisfaction d'avoir des chefs qui auront la même couleur de peau que la leur. Et que tout noirs qu'ils soient, ils seront toujours reçu à la Maison Blanche ou à la maison du roi de Suède comme Tutu.

Eh bien non, l'invité de Reagan et des têtes couronnées ne peut pas être l'ami des pauvres parce que ce sont deux mondes différents. Et ce qui sépare ces deux mondes, ce n'est pas la couleur de la peau même si en Afrique du Sud, c'est encore bien souvent le cas.

. . . / . . .

Mais les pauvres d'Afrique ont fait depuis plus d'un quart de siècle et font encore l'amère expérience que les Mobutu, les Houphouët Boigny, les Moussa Traoré et les autres font partie du même camp que les Reagan, Mitterrand ou Thatcher. Ils ont fait l'amère expérience qu'une ségrégation en avait caché une autre, et qu'une fois la ségrégation raciale ouverte liquidée dans la quasi-totalité de l'Afrique, restait l'autre ségrégation, sociale celle-là, autrement plus profonde, autrement plus puissante, qui fait que dans toutes les villes d'Afrique des quartiers avec des villas sont réservés à une minorité et que cette minorité est aussi impitoyable, aussi méprisante, aussi haineuse vis-à-vis de la majorité que peuvent l'être les régimes les plus vulgairement racistes du monde.

Alors on ne sait pas si Desmond Tutu a cette autorité sur les masses sud-africaines que les médias sont en train de lui fabriquer en Occident. Mais ce qui est sûr c'est que le Prix Nobel de l'évêque pacifiste n'est pas un pas en avant dans la libération des Noirs d'Afrique du Sud. D'abord parce que cette liberté ne se fera pas par la voie de la non-violence et ensuite parce que le jour où les travailleurs et les paysans qui constituent l'écrasante majorité en Afrique du Sud choisiront la seule voie efficace, celle de la lutte acharnée, décidée, il faudra qu'ils soient capables, pour ne pas être piégés, de mener cette lutte pour eux-mêmes, sous leur contrôle à eux. Il faudra qu'ils soient capables de s'organiser pas uniquement en tant que Noirs contre Blancs, mais en tant que prolétaires noirs contre privilégiés riches Blancs comme Noirs, pas en tant <sup>que</sup> sud-africains contre le restant de l'univers mais en tant que prolétaires dont le combat ne se limite pas à remplacer un régime d'oppression infect par d'autres qui se révéleront inévitablement infects eux aussi. Il faudra qu'ils soient capables de s'organiser en tant que prolétaires qui ont le même combat à mener que tous leurs frères prolétaires d'autres pays d'Afrique prétendument indépendants, et au-delà, leurs frères prolétaires du monde entier.

A la télévision on nous fait croire que le message de Tutu est un message d'espoir pour tous les opprimés d'Afrique du Sud. Mais pour les pauvres, s'il y a un message, celui-ci ne vient pas des mièvreries pacifico-religieuses de Desmond Tutu, il vient de plus loin et ce message est: "l'émancipation des prolétaires sera l'oeuvre des prolétaires eux-mêmes".

## MAURITANIE

### Règlements de compte entre gallonnés

Ould Haïdalla vient d'être renversé par son ancien premier ministre le colonel Ould Taya qui détenait le poste de chef d'Etat major de l'armée. Ce coup d'Etat met provisoirement fin à la lutte entre Ould Haïdalla et Ould Taya. Déjà il y a quelques mois Haïdalla avait accusé son premier ministre de fomenter un coup d'Etat contre lui. Il l'avait déplacé de la Place militaire de Nouakchott avec d'autres accusés.

Cette fois-ci Ould Taya a profité du voyage de l'ex-président (qui assistait à la conférence annuelle franco-africaine) pour prendre le pouvoir. Quand on connaît les positions antérieures de Ould Taya sur le Sahara, on peut fort parier que le régime de Hassan II ne doit pas être étranger à ce coup d'Etat. Mais que ce soit Ould Taya ou Ould Haïdalla, pour la population mauritanienne la situation reste grave. Le pays traverse une sombre période qui dure depuis 1973. Plusieurs facteurs sont liés à ce fait.

Tous les paysans se rappellent de la grande sécheresse qui dure depuis plus de 10 ans. Car depuis cette date certains paysans ont perdu presque tout leur bétail. Les cultivateurs ne peuvent quasiment plus cultiver. Un nombre important de cette population est allé gonfler les bidonvilles de Zouérate, de Nouadibou et de Nouakchott. Telle est la réalité quotidienne. Les militaires qui se sont succédés à la tête de l'Etat depuis 1978 n'ont rien pu faire contre.

On a vu Ould Salek, Ould Haïdalla et maintenant Ould Taya se succéder au palais présidentiel chacun ne cherchant qu'à consolider son pouvoir personnel sans penser à résoudre les problèmes de la population. D'ailleurs le pourraient-ils ? En Mauritanie, il y a plusieurs problèmes : la sécheresse, le chômage et le problème des minorités opprimées, c'est-à-dire les Haratines, les négro-africains. Il y a aussi le problème des dirigeants qui s'entredéchirent à cause de l'influence des pays voisins dont le Maroc et l'Algérie, au sujet du Sahara Occidental.

Ces pays jouent un rôle important dans la vie politique mauritanienne. Chacun a des influences au sein de l'armée. Bien sûr Ould Taya a publié un communiqué disant qu'il reconnaissait le Front Polisario. C'est peut-être pour calmer ceux qui l'accusaient dans le temps d'être pro-marocain et rassurer les Saharaois. Ce qui s'est passé à Nouakchott la semaine dernière n'est que le résultat d'une lutte entre militaires qui dure depuis 1978. Aujourd'hui Ould Taya a pris le pouvoir. Et pour combien de temps?

## MALI

### Malgré les promesses, les prix ont grimpé

Il y a quelques mois, lors du passage officiel du Mali au franc CFA, les autorités maliennes avaient tenu à rassurer la population. Ils avaient assuré qu'il n'y aurait aucune hausse et que tous les marchés seront suffisamment approvisionnés pour empêcher la spéculation. Les contrôleurs des prix, les associations telles que l'UNFM (Union Nationale des Femmes du Mali) devaient aussi faire la chasse aux commerçants malhonnêtes. Il faut croire que tout ce beau monde ne fait pas son travail ou alors ils ne font pas le poids face aux commerçants. Qu'on en juge : depuis le mois de septembre, date de changement de la monnaie malienne en F CFA, les prix ont non seulement doublé mais parfois triplé, voire ont atteint des sommets vertigineux.

Ainsi le prix officiel du litre d'huile d'arachide est de 425 F CFA. Mais à l'heure actuelle, on trouve l'huile à 1000 F ou 1250 F CFA le litre. L'oignon se vend à 1200 F CFA le kilo alors qu'avant, on l'avait au maximum à 1000 F malien, soit 500 F CFA. Parfois aussi le prix de la marchandise est traduit automatiquement en F CFA sans faire la conversion officielle. C'est le cas de la tomate. Le tas de tomate était vendu 100 F malien. Avec le changement on devrait le vendre 50 F CFA. Eh bien le tas est toujours vendu 100 F mais en CFA. Les commerçants qui ont peur de se faire prendre par les contrôleurs trouvent différents moyens. Le plus simple, c'est de respecter les prix, mais de diminuer la quantité de produit vendu. C'est ainsi que tous les légumes, le charbon, sont bien sûr vendus à 50 F CFA le kilo. Mais en réalité le tas de 50 F CFA correspond à un tas de 25 F CFA.

L'Association des Femmes du Mali (l'UNFM) aurait mené une enquête, selon le quotidien gouvernemental malien l'Essor. Et il serait apparu que ce sont les grossistes qui ont augmenté les prix. Donc les marchands, les petits revendeurs eux ne font que suivre pour ne pas perdre de l'argent.

Bien évidemment au niveau des salaires, la conversion FM/F CFA est la règle. Il n'est pas question d'augmenter les salaires. Celui qui percevait 50 000 FM percevait maintenant 25 000 F CFA. Et à ce niveau, c'est déjà un privilégié. Car le salaire moyen est de l'ordre de 20 à 30 000 FM soit de 10 à 15 000 F CFA. Et vu les prix actuels, allez donc faire le marché, payer le loyer, en un mot vivre dans une situation pareille. C'est dire que les populations, l'immense majorité pauvre vit une situation qui ne peut que conduire à la révolte.

## CÔTE D'IVOIRE

### Les militaires s'entraînent à la répression

Des manoeuvres militaires franco-ivoiriennes regroupant un total de 5 000 hommes ont eu lieu récemment en Côte d'Ivoire. Officiellement, il s'agissait de "tester les capacités d'intervention et de défense des armées ivoiriennes appuyées par des forces françaises, en cas d'attaque venant de l'extérieur". Ces manoeuvres militaires, baptisées "Comoé 84" sont considérées comme les plus importantes jamais réalisées en Côte d'Ivoire depuis 1962, date à laquelle un accord de défense a été signé entre ce pays et la France.

Depuis les indépendances, la France continue d'entretenir des bases militaires dans certaines de ses anciennes colonies d'Afrique. Les plus connues sont bien évidemment celles de Dakar, Abidjan, Libreville et récemment Bangui. De temps en temps, les troupes venant de ces différentes bases et aussi de France se retrouvent dans un pays pour participer à des manoeuvres du genre "Comoé". Ces manoeuvres, véritable démonstration de force et de puissance, n'ont évidemment rien à voir avec une quelconque résistance face à un ennemi extérieur. D'autant que les seuls "ennemis extérieurs" dont la Côte d'Ivoire eut à souffrir au cours du siècle passé, ce sont précisément ces militaires français qui encadrent et commanditent la manoeuvre.

En réalité, le but de ces manoeuvres est de montrer aux populations pauvres, de leur faire savoir qu'en cas de soulèvement, elles auraient en face d'elles les troupes franco-ivoiriennes. En même temps, ces manoeuvres permettent aux différentes troupes de se connaître, d'apprendre à réprimer ensemble. En Côte d'Ivoire, cela s'est vu dans le passé : durant les années 1970, des révoltes dans l'Ouest du pays ont été sauvagement réprimées par les troupes françaises appuyant les militaires ivoiriens.

Accessoirement ces manoeuvres constituent pour l'armée une bonne occasion de montrer qu'elle est là, et bien là, en particulier pour surveiller la fameuse succession de Houphouët. Que les candidats à la succession se le tiennent pour dit : ce n'est pas le vieillard sénile qui décide, pas les populations non plus, cela va de soi, c'est l'armée qui tranchera pour l'un ou pour l'autre... ou pour elle-même.

## COTE D'IVOIRE

### La source se tarit même pour les petits bourgeois

Depuis la rentrée universitaire 84/85, le gouvernement ivoirien ne peut plus ou ne veut plus caser une partie des bacheliers nouvellement sortie des lycées. Dans les quartiers d'Abidjan, de nombreux jeunes attendent une hypothétique orientation. Les plus chanceux, pour ne pas dire ceux qui ont "du piston" ont pu être casés soit à l'université, soit dans les CAFOP (Ecoles d'Instituteurs). Pour les autres ce sont les va-et-vient au ministère de l'Education Nationale, dans l'attente d'une décision.

Devant les remous et manifestations que cette situation a entraînés, il se peut que Houphouët finisse par débloquer des crédits. Les diplômés, présents ou futurs seront toujours plus près des oreilles des grands que les ouvriers ou les chômeurs. Mais cela dit, il y a manifestement problème. Eh oui! Il fut un temps où l'appareil d'Etat ivoirien disposait suffisamment de ressources pour offrir une situation privilégiée au moindre bachelier, au moindre diplômé. L'Etat, cet immense appareil de répression et d'oppression avait besoin de personnel, petit ou grand diplômé. Il suffisait donc d'avoir un diplôme pour espérer se faire une place au soleil. Et si certains jeunes ont voulu poursuivre des études et avoir des diplômes pour travailler honnêtement, à côté d'eux, combien d'arrivistes, combien de "jeunes loups aux dents longues" ne se sont lancés dans les études que pour décrocher le diplôme qui ouvre la porte aux privilèges et permet de rejoindre la minorité des privilégiés, pour ceux qui en sont issus? Ou tout simplement, combien de jeunes "loups aux dents longues" qui, non issus des couches aisées, espèrent, en décrochant un titre universitaire, échapper à leur milieu d'origine et accéder enfin à la mangeoire, avoir sa place au soleil?

Mais voilà! L'appareil est grippé. L'Etat ne peut plus offrir cette possibilité aux jeunes diplômés. Oui, on peut avoir son bac et attendre longtemps une orientation. C'est que l'avenir est bouché. Même en Côte d'Ivoire. Cela, les ouvriers, les paysans pauvres, les chômeurs, eux, le savaient. Des jeunes diplômés, des étudiants commencent à connaître cette situation. Il est à espérer que parmi tous ceux-là, les plus honnêtes, ceux <sup>qui</sup> en faisant des études, voulaient gagner leur vie avec honnêteté, comprennent, à travers leur propre expérience, la situation qui leur est faite; et qu'ils ne l'acceptent pas, qu'ils luttent. Et que cette lutte rejoigne celle des pauvres, des exploités.

## TCHAD

### Les palabres de Mitterrand

Le 16 décembre dernier, lors de l'interview télévisée consacrée à sa politique étrangère, François Mitterrand a dit au sujet du sud du Tchad : "Les Français considérés comme les alliés du gouvernement de N'Djaména étaient à ce point impopulaires dans cette population qu'il fallait maintenant les protéger, et je viens de prendre ces dispositions pour protéger les populations françaises et autres, amies de la France dans cette région".

Il est tout à fait possible que les populations du sud, périodiquement massacrées par "l'armée nordiste" de Habré, soient hostiles aux Français considérés comme les représentants directs de l'impérialisme français. Mais cette impopularité des Français au

. . . / . . .

Tchad, dont parle Mitterrand, est une des conséquences logiques de sa propre politique. En effet, c'est grâce à l'aide française, et aussi américaine il est vrai, que Habré est revenu au pouvoir en 1982. Un an plus tard, quand ce pouvoir est menacé par l'opposition armée, la France n'a pas hésité à intervenir massivement pour sauver son protégé Habré. Enfin ce sont les instructeurs français qui réorganisent l'armée de Habré et forment sa garde prétorienne (actuellement 1 800 hommes et bientôt plus de 2 000), celle-là même qui, avec une cruauté inouïe, a massacré les populations sans défense.

Et dans cette répression sauvage, il va de soi que l'impérialisme français a une grande part de responsabilité - à la fois comme "allié" et "instructeur" des bourreaux. Incapable de résoudre un seul des problèmes (l'injustice sociale, la misère et l'oppression) qui sont à l'origine de la guerre, la France impérialiste n'a fait que multiplier ses interventions au Tchad. A-t-elle d'ailleurs jamais su faire autre chose dans ce pays? Et pour sa prochaine intervention, quand le moment sera venu, elle a déjà un prétexte rendu public.

## La communauté tchadienne se mobilise contre la répression au Tchad

Le Comité de Lutte Contre la Répression au Tchad qui vient de naître ici dans l'immigration a tenu sa première réunion publique à Paris le 16 décembre dernier. Plus de 60 personnes participaient à ce meeting qui avait pour but de dénoncer la répression au Tchad. Dans la salle circulait une pétition; on pouvait y lire notamment : "Des nouveaux-nés de sexe masculin sont éliminés jusque dans les maternités pour mettre fin à toute vengeance future. Des paysans sont abattus dans leurs champs. Des cadres et des étudiants ne sont pas non plus épargnés. Des centaines de villages sont incendiés. Des milliers de réfugiés vivent dans la misère dans les pays voisins (Cameroun, R.C.A., Soudan). Le prétexte avancé est de mettre fin à toute opposition dans le pays. Voilà la situation dans laquelle vivent les populations du Tchad sous la dictature d'Hissein Habré".

Qu'un comité dirigé par les femmes naisse ici dans la communauté tchadienne pour dénoncer la répression sanglante du régime dictatorial de Habré, cela ne peut être qu'une bonne chose. Et ce, d'autant plus que ce comité n'est pas dirigé par les anciens dignitaires ou des partisans d'aucune tendance se réclamant des différents seigneurs de guerre.

Oh bien sûr qu'il ne suffit pas de dénoncer ce régime pourri, il faut le combattre politiquement, sur un tout autre terrain que celui de la simple dénonciation. Autant il est évident qu'il ne suffit pas de crier au feu pour éteindre un incendie, autant il ne suffit pas de dénoncer la répression pour que celle-ci prenne fin. Et pour ce qui nous concerne, militants révolutionnaires, nous pensons qu'il faut engager le combat politique aux côtés des travailleurs et paysans pauvres du nord comme du sud pour construire ensemble un parti révolutionnaire capable de mener la lutte jusqu'au bout contre l'impérialisme et ses valets sanguinaires.

## BUJUMBURA: De sommet en sommet, la domination impérialiste

Le sommet qui réunit tous les ans la France et de nombreux pays africains s'est tenu cette année au Burundi. D'après un communiqué officiel, "ce sommet consiste en un échan-

gé de vue sur des problèmes qui intéressent l'Afrique et certainement la France". A cette occasion poursuit le communiqué : "un accent particulier sera mis sur les problèmes économiques, à l'instar du récent sommet de l'O U A...". Autant dire tout de suite que comme au dernier sommet de l'O U A, il ne fallait rien attendre de ce sommet. Par contre pour les 34 chefs de délégations africains présents à ce sommet, il y avait un grand intérêt à être là. L'affaire du Tchad a permis d'aborder leur sujet de préoccupation : la France est-elle prête à sauver leurs dictatures, quitte à intervenir militairement, et ce, en fonction des bons et loyaux services rendus?

Bien évidemment Mitterrand a rassuré son beau monde. Et puisqu'il se dit socialiste, il en a même rajouté, dans le domaine social. Ainsi propose t-il un fond spécial contre la famine. Mais que d'hypocrisie dans tout ce flon-flon!

Il a bien fallu à tous ces messieurs consacrer un peu de temps aux problèmes de la famine ou de la crise. Mais dans quel étalage de luxe et de faste insultants. Les hôtels de Bujumbura ont été rénovés pour la circonstance. Même des voitures de luxe ont été expédiées de France, pour que nos dictateurs puissent se déplacer confortablement.

Pour une réunion de deux jours, plus de 32 milliards de F CFA ont été dépensés. Or à quelques km de là, sur le même continent, des millions de personnes meurent de faim. Le Burundi, lui-même parmi les pays les plus pauvres d'Afrique, se débat dans la misère générale. C'est dans cette ambiance que Mitterrand s'est offert un petit voyage exotique, en compagnie de dictateurs qu'il protège pour la plupart, au nom des intérêts bien compris de la bourgeoisie française.

Evidemment c'est la France qui assurait le coût de toutes les dépenses. Et c'est tout un symbole. C'est aussi une traduction dans les faits du quasi monopole que la France exerce depuis des années dans de nombreux pays africains. Monopole qu'elle entend préserver, surtout en cette période de crise où la concurrence est rude, même entre puissances impérialistes officiellement alliées. Renault; Peugeot; Citroën ... autant de symboles de cette présence française. Chasse gardée de l'industrie française, ainsi se présente l'Afrique. Mais aussi vaste marché exclusivement conçu, organisé et orienté vers la satisfaction des intérêts économiques de la France.

Donc si aujourd'hui Mitterrand qui se dit socialiste vient s'asseoir à la même table que les sanguinaires qu'il critique hier, c'est qu'après tout il est lui-même à la solde de la bourgeoisie dont il est le premier serviteur. Et puisque l'intérêt économique de la France commande...

Mais en Afrique aussi, nos chefs d'Etat semblent bien apprécier ce genre de rencontres. Certes il y a toujours les valets inconditionnels de l'impérialisme français. Mais parmi les chefs d'Etat présents, certains se disent progressistes, voire nationalistes jaloux de leurs prérogatives de chefs d'Etats indépendants. Tous viennent pleurer dans le giron de Mitterrand. Et le comble, c'est qu'ils reprochent à Mitterrand de ne pas intervenir suffisamment en Afrique, de ne pas être plus présent sur le terrain.

Mobutu, l'un des plus corrompus et des plus déconsidérés a osé exprimer tout cela assez haut. Mais la brochette de dignitaires africains présents à Bujumbura n'en pensait pas moins. Mitterrand l'a compris et a tenu à rassurer tout son monde. Car il est évident que ce qui ne peut pas se dire ouvertement passe mieux dans les couloirs feutrés de ce genre de rencontres. En ce sens, les traditions impérialistes sont toujours respectées.

Le premier sommet africain eut lieu en effet en novembre 1973 à Paris, sous Georges Pompidou. En 1975, au deuxième sommet, tenu à Bangui sous Giscard, les chefs d'Etat décident de tenir leur rencontre annuellement et alternativement entre Paris et l'Afrique. Ainsi sommes-nous au 11<sup>ème</sup> sommet. Entre temps, le cercle des dictateurs africains liés à la France s'est élargi à d'autres pays, pas seulement à d'anciennes colonies françaises.

. . . / . . .

Ainsi assiste-t-on à ce déploiement insultant de luxe et de gaspillage régulièrement, dans l'hypocrisie générale. Et le pillage organisé continue, pour que quelques riches familles continuent de vivre dans l'opulence, alors que les populations africaines se débattent dans la misère et l'exploitation.

Eh bien, que cette année il y ait eu une voix discordante, en l'occurrence celle du Burkinabé Thomas Sankara, tant mieux. Seulement, suffit-il d'affirmer son anti-impérialisme, de manifester son désir d'indépendance par le refus d'actes d'allégeance du genre sommet de Bujumbura pour empêcher l'exploitation et le pillage de son pays? Sûrement pas. Et c'est en ce sens que les nationalistes, même les plus radicaux, montrent leurs limites.

Car les pays d'Afrique, aussi pillés soient-ils, aussi pauvres soient-ils, font partie du monde capitaliste. Ils y jouent un rôle en tant que marché et réservoir de matières premières ou de main d'oeuvre. Alors des chefs d'Etat peuvent se dire anti-impérialistes, des régimes peuvent se proclamer révolutionnaires ou progressistes et de temps à autres refuser tel aspect criant de la domination impérialiste. Mais aussi nationaliste, aussi radical soit-on, tant que l'on n'ose pas contester et combattre l'ordre impérialiste jusqu'au bout, eh bien, l'on se condamne à n'avoir d'autre choix que de se plier en définitive à l'ordre impérialiste.

Eh oui, car le capitalisme est mondial. L'ordre impérialiste est mondial. Et c'est à l'échelle mondiale qu'on peut et qu'on doit le détruire. Se contenter de contester l'ordre impérialiste à l'intérieur des frontières d'une nation - à supposer d'ailleurs que cette contestation ne soit purement verbale, cela revient à en accepter la domination, que l'on accepte ou non de participer à des sommets de dictateurs cornaqués par un commis de l'impérialisme.

L'impérialisme dont l'Afrique a tant souffert et souffre encore, c'est la domination des bourgeoisies des pays les plus riches sur le monde. Ceux qui se contentent de se faire les porte-paroles des bourgeoisies plus faibles, plus minables, de nos pays, afin d'obtenir pour elles une place un peu meilleure, ne représentent en rien les intérêts des exploités. Et en plus, ils sont irrémédiablement inefficaces - il n'y a qu'à voir à quoi ont abouti aussi bien les nationalistes qui ont choisi de se coucher devant la bourgeoisie impérialiste, genre Houphouët, que les nationalistes qui ont eu leur sursaut de dignité, genre Sékou Touré. Et les Sankara, et les Rawlings sont, au mieux, les Sékou Touré d'aujourd'hui.

Il est vrai que l'impérialisme est le problème majeur de notre époque, dont découlent la plupart des autres, le pillage du tiers-monde en temps de paix comme menace d'une nouvelle guerre. Mettre fin à l'impérialisme, c'est mettre fin à la domination de la bourgeoisie sur la société. Ce n'est pas une affaire de lutte nationale, c'est une affaire de lutte de classe. Seul le prolétariat international peut renverser le pouvoir de la bourgeoisie, y compris dans les grands pays impérialistes; seul le prolétariat, armé et organisé en pouvoir d'Etat, peut déraciner définitivement le pouvoir économique des bourgeois, en expropriant radicalement la bourgeoisie. Exproprier radicalement la bourgeoisie dans le seul Burkina, le seul Mali ou la Côte d'Ivoire, c'est nécessaire; mais même là, seuls les pauvres en armes pourraient le faire vraiment radicalement. Mais de toute évidence, ce n'est pas suffisant, puisque les capitaux qui dominent l'Afrique n'ont même pas besoin d'y être investis pour la dominer.

Alors, ce n'est pas un quelconque capitaine ou colonel, même progressiste, qui peut relever la dignité de l'Afrique et ouvrir la voie de l'avenir, mais le prolétariat africain, partie intégrante du prolétariat mondial.

# NOUVELLE - CALEDONIE

## le colonialisme français n'est pas mort

Depuis quelques semaines le gouvernement français est confronté à une révolte du peuple kanak en Nouvelle-Calédonie. Le peuple kanak, sous la bannière du F.N.L.K.S ( Front National de Libération Kanak ) revendique son droit à l'indépendance.

La Nouvelle-Calédonie appelée " Territoire d'Outre-Mer " n'est en fait qu'une colonie française comme la Guadeloupe, la Martinique, ou l'île de la Réunion. La population de Nouvelle-Calédonie est composée de Kanaks (autochtones), de divers migrants venus de la région du Pacifique et des privilégiés qui sont les Caldoches ( 37 % de la population, descendants des colons restés sur place ).

La quasi-totalité de la richesse de la Nouvelle-Calédonie, essentiellement constituée par les gisements de Nickel est aux mains des grands capitalistes français. La plus grande partie des terres, et parmi les plus fertiles, appartient aux colons. Ainsi par exemple, le député RPR Lafleur posséderait à lui tout seul près de 30.000 hectares. La majorité du peuple Kanak, quant à lui, continue à vivre comme étranger dans son propre pays. Cette situation, nous l'avons connu dans nos pays ; cela s'appelle le colonialisme.

Aujourd'hui, l'aspiration du peuple kanak à ne plus subir l'oppression coloniale éclate au grand jour. Le gouvernement français essaie actuellement de désarmorer cette situation embarrassante pour lui en avançant la date du référendum prévu sur l'auto-détermination en Nouvelle-Calédonie. Seulement les modalités du référendum ne sont pas encore fixées. Mitterrand a envoyé Edgar Pisani pour négocier avec les différentes parties prenantes. Si c'est un référendum où tous les habitants de l'île seraient appelés à voter, les Kanaks sont certains de ne pas obtenir l'indépendance puisqu'ils constituent une minorité dans l'île. Si dans ce futur référendum on ne compte que le seul avis du peuple kanak et celui des Caldoches comme le propose le F.N.L.K.S, il y aura l'opposition de toute la droite réactionnaire qui s'appuie plus particulièrement sur les Calédoniens d'origine européenne, favorables au maintien de la domination française.

La toute dernière proposition du P.S serait l'organisation d'un vote séparé des Kanaks et des autres communautés. Et on voit ces politiciens de droite, en Nouvelle-Calédonie comme en France, s'indigner qu'on n'applique pas la procédure "d'un homme un vote". Ils poussent leur hypocrisie jusqu'à accuser le gouvernement de Mitterrand de vouloir pratiquer le système "d'apartheid", "d'être raciste" envers les non - Kanaks. Selon ces représentants de la droite, refuser le droit de vote à tous ceux qui sont arrivés depuis quelques mois à peine en Nouvelle-Calédonie en tant que fonctionnaires par exemple, serait une injustice anti-démocratique.

Quel cynisme de la part de tous ces politiciens qui, ici même en France, s'opposent avec autant d'indignation lorsqu'il s'agit d'accorder aux immigrés - et il y en a qui sont arrivés en France depuis plusieurs années, voire même nés en France - ne serait-ce que le droit de vote aux élections municipales ! Non, leurs préoccupations n'ont rien à voir avec leurs discours sur la prétendue "démocratie". Comme si le colonialisme français avait demandé l'avis des Kanaks pour les coloniser !

Le peuple kanak n'en est d'ailleurs pas dupe puisqu'il n'a pas attendu qu'on lui apporte sur un plateau ce qui est son droit le plus strict: celui de choisir sa propre destinée. D'ailleurs, référendum ou pas, le peuple kanak n'obtiendra que ce qu'il sera capable d'imposer par sa détermination, par sa capacité de se mobiliser et de faire pencher la balance de son côté.

Pour le moment, le gouvernement de Mitterrand cherche à tempérer les choses malgré les pressions de la droite qui pousse à une intervention de force afin de "rétablir l'ordre républicain". 1500 gendarmes y ont déjà été envoyés, mais il n'est pas dit que si la situation s'envenime, ce ne soit pas un escadron de parachutistes qui y sera envoyé pour "pacifier". Mitterrand, tout de gauche qu'il se dise, n'est rien d'autre que le représentant de l'impérialisme français. Dans le passé, il a été capable d'envoyer des troupes en Algérie pour réprimer ceux qui luttèrent pour leur indépendance. Aujourd'hui, le mot colonie a été remplacé par D.O.M. ou T.O.M., mais le fond est le même. Mitterrand a modernisé son langage mais l'histoire peut se répéter. L'histoire du côté du colonialisme peut se répéter, mais c'est pareil aussi du côté du nationalisme.

Les dirigeants indépendantistes du FLNKS agissent déjà comme les futurs dirigeants de l'appareil d'Etat indépendant. Ils mobilisent la population kanak, encadrent des actions de commandos, font juste ce qu'il faut mais pas trop pour se poser comme des interlocuteurs représentatifs. Les dirigeants du FLNKS cherchent visiblement à se montrer comme des "interlocuteurs valables" pour les représentants de l'impérialisme français. Ne l'ont-ils pas prouvé pour certains en exerçant des fonctions municipales ou régionales ? Les dirigeants impérialistes peuvent leur faire confiance. Tout comme De Gaulle avait accordé l'indépendance aux colonies françaises d'Afrique sans pour autant sacrifier les intérêts de l'impérialisme français, Mitterrand pourrait faire pareil en Nouvelle-Calédonie dirigée par le FLNKS. Alors les dindons de la farce risquent d'être une nouvelle fois les exploités eux-mêmes, comme cela a été le cas dans toutes les anciennes colonies. Ce que veulent les dirigeants du FLNKS, c'est un Etat Kanak avec son drapeau et son hymne.

Les révolutionnaires qui se réclament du prolétariat sont évidemment solidaires du peuple kanak dans sa volonté de mettre fin à l'oppression coloniale. Mais les révolutionnaires d'Afrique sont mieux placés que quiconque pour savoir qu'un hymne, un drapeau et un Etat national ne mettent fin ni à l'exploitation, ni à l'oppression, ni à l'inégalité sociale entre riches et pauvres. Et si les indépendances africaines ont permis à de notables nationaux d'occuper des places naguère dévolues à des fonctionnaires coloniaux. Si les Etats nationaux ont permis l'émergence ou le renforcement de toute une caste de parasites, bureaucrates ou militaires, vivant sur le dos des pauvres; si dans certains pays indépendants, la bourgeoisie nationale a pris du ventre, les pauvres, les paysans, les ouvriers, les chômeurs des villes, sont toujours aussi pauvres, et surtout aussi écrasés, écartés de toutes décisions. Et les indépendances, telles qu'elles ont été arrangées entre les bourgeoisies impérialistes colonisatrices de naguère et les bourgeoisies nationales, n'étaient que compromis entre bourgeois sur le dos des exploités. Et les ouvriers et les paysans de nos pays n'ont tiré de toute cette affaire que l'amère satisfaction d'avoir à entretenir "nos" bourgeois, en plus de ceux des pays impérialistes qu'ils continuent de toute façon à entretenir.

Alors, oui, les exploités, les ouvriers des mines de nickel ou les travailleurs des élevages de la Nouvelle-Calédonie, ont toutes les raisons de bouter dehors le colonialisme français avec son drapeau, ses gendarmes et ses Pisani. Mais ils ont intérêt à s'organiser, à s'armer eux-mêmes, en tant que travailleurs, à conquérir et à conserver le pouvoir pour eux-mêmes s'ils ne veulent pas que le drapeau kanak pour lequel les notables nationalistes les font se battre, ne se transforme un jour en linceul.

# CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.